



La fiscalité

Pourquoi investir dans les Canadiens

Stephen Dale et Trish Hennessy

Lorsque vous entendez le mot « impôts », ça vous fait penser à quoi ?

Aux hôpitaux où vous pouvez vous rendre au milieu de la nuit si vos enfants tombent malades ou si vous l'êtes vous-même ?

Aux 10 000 \$ que coûterait un accouchement si vous viviez aux États-Unis savoir avoir d'assurance-maladie ?

Au système d'éducation qui permet même aux enfants de familles pauvres de devenir médecins, enseignants ou ingénieurs ?

Aux inspecteurs du gouvernement qui veillent à ce que les passages supérieurs soient réparés avant qu'ils s'effondrent, à ce que les usines n'empoisonnent pas leurs clients et à ce que

l'eau d'une ville soit potable ?

Aux pensions publiques qui aident à soulager la pauvreté chez les personnes âgées ?

Ces services qui font du Canada un endroit extraordinaire où vivre sont payés depuis des générations par les contributions fiscales des Canadiens qui fournissent à nos gouvernements l'argent dont ils ont besoin pour investir dans les services publics qui importent.

Il s'agit d'un acte fondamental de responsabilité — une attitude de bon voisin en réalité.

Même si vous n'avez pas trop cette

Lorsque le gouvernement fédéral a réduit la TPS de 1 % en 2007, 80 % des Canadiens se sont retrouvés dans une situation plus mauvaise qu'elle ne l'aurait été si cette réduction avait été réinvestie dans des services municipaux.

attitude de bon voisin, les services publics constituent une véritable aubaine pour les Canadiens. Or, les services financés par l'argent de nos impôts sont souvent oubliés dans les débats sur les réductions d'impôt.

Prédisposés par un battage incessant contre les impôts, beaucoup de Canadiens sont atteints d'une phobie fiscale.

À cause de la phobie fiscale, il est difficile de reconnaître les bienfaits que beaucoup de Canadiens en sont venus à tenir pour acquis : les services publics, la chance d'avancer dans un pays sécuritaire, pacifique et prospère. Voilà la raison — l'espoir, la pro-

messe — pour laquelle les générations de Canadiens qui nous ont précédés ont convenu de créer un régime fiscal au départ.

La phobie fiscale a encouragé beaucoup d'électeurs canadiens à saisir toute promesse politique de réduction d'impôts sans se demander si c'est une aubaine ou une escroquerie.

Suivant la plupart des critères, c'est l'élite du Canada qui profite de façon disproportionnée de la campagne anti-impôt. La majorité des Canadiens y perdent plus qu'ils n'y gagnent.

Lorsque le gouvernement Harper a réduit la TPS de 1 % en 2007, par exemple, 80 % des Canadiens se sont retrouvés dans une situation plus mauvaise qu'elle ne l'aurait été si cette réduction avait été réinvestie dans des services municipaux. C'est parce que les recettes fiscales permettent aux gouvernements d'acheter en vrac des services comme les soins de santé, l'éducation et le transport en commun. C'est un peu comme le Costco des services publics — c'est plus abordable qu'acheter dans une boutique privée et plus de personnes en bénéficient.

Les réductions de l'impôt sur le revenu accordées aux entreprises illustrent de façon spectaculaire le coût de la phobie fiscale.

Les coupures budgétaires du gouvernement Harper nous coûteront à elles-seules 80 milliards de dollars de chiffre d'affaires entre 2008-2009 et 2013-2014. Ce chiffre d'affaires aurait pu être la part des entreprises du Canada afin d'éponger le déficit budgétaire fédéral de 56 milliards de dollars.

Les réductions de l'impôt sur le revenu des sociétés devaient encourager celles-ci à investir dans l'avenir du Canada, mais c'est le contraire qui s'est produit : les entreprises investissent moins dans les machines et les procédés qui génèrent de l'emploi, mais



leurs bénéfiques ont explosé.

C'est la même histoire avec les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers. Elles sont devenues la valeur incontestable des promesses politiques faites aux familles à revenu moyen, mais c'est toutefois une minuscule minorité de Canadiens riches qui en profitent le plus. Par exemple, plus de la moitié de l'avantage découlant des réductions de l'impôt sur les gains en capital accordées depuis 2000 profite à la tranche de 1 % des Canadiens les plus riches.

Ces cadeaux fiscaux sont bons pour les concessionnaires BMW, les clubs de navigation de plaisance et les fabricants de comptoirs de cuisine en granite, mais plus de Canadiens doivent payer le coût de périodes d'attente dangereusement longues dans les salles d'urgence, de l'endettement écrasant pour les diplômés à d'université,

de l'obligation de faire bouillir l'eau, de l'effondrement de passages supérieurs et de la psychose des aliments contaminés.

Est-ce là le genre de Canada que nous voulons ?

Voici cinq raisons de repenser notre attitude à l'égard de la capacité de nos gouvernements de générer des revenus pour payer ce dont nous avons besoin au Canada.

1 / Les services publics créés par nos impôts constituent une véritable aubaine pour les Canadiens

Les familles à revenu moyen au Canada ressentent souvent des pressions financières, mais on oublie souvent l'aubaine que les services publics représentent pour elles : elles en consomment en moyenne 41 000 \$. La plupart des



gens devraient trouver un deuxième emploi à temps plein bien payé pour prendre en charge ces coûts s'ils devaient payer eux-mêmes ces services.

Ce ne sont toutefois pas seulement les familles à revenu moyen qui profitent d'une aubaine. Le Canadien moyen bénéficie de 16 952 \$ de services publics par année — ce que gagnerait en une année complète un travailleur touchant le salaire minimum.

De façon presque invisible, les services financés par l'argent des impôts rendent la plupart des Canadiens plus riches de façons qui ne se reflètent jamais dans nos comptes de banque.

2 / Les réductions d'impôt compromettent les services publics

Nous pourrions affamer les services

publics pour réduire les impôts, mais nous y perdriions une grande partie de notre identité canadienne et la plupart d'entre nous verraient baisser leur niveau de vie. Nous aurions quand même besoin de services comme les soins de santé, mais nous devrions tout simplement les payer nous-mêmes ou nous en passer.

L'envers de la médaille de la réduction des impôts, ce sont les frais d'utilisation omniprésents imposés même pour des services de base comme le ramassage des ordures, ou la dégradation des services publics.

Les promesses « d'accroître l'efficacité » signifient en réalité des compressions réelles et douloureuses des programmes publics et une baisse de la qualité des services. La prochaine fois que vous frappez un nid-de-poule en auto ou que vous attendez le transport en commun pendant trop longtemps par un matin d'hiver sibérien, pensez au fait que la phobie fiscale force les gouvernements à réduire les dépenses consacrées aux services publics afin de plaire aux casseurs d'impôts.

Les casseurs d'impôts, quant à eux, affirment que nous pouvons réagir en faisant des « choix » de consommateurs : lorsque le système scolaire public commence à s'effondrer, par exemple, nous sommes libres de payer de notre poche pour avoir accès à l'école privée.

Les soins de santé constituent l'avantage le plus clair des programmes publics solides financés par les recettes de l'État. Il suffit de jeter un coup d'œil aux soins de santé aux États-Unis pour constater le coût humain de l'administration par des entreprises privées de services qui devraient être publics et accessibles : avant les réformes Obama, 30 millions d'Américains n'avaient pas d'assurance-maladie du tout et des dizaines de millions devai-



ent se saigner pour obtenir une couverture insuffisante. Même à la suite de réformes modestes, le système des États-Unis est toujours le plus inefficace et le plus coûteux au monde et la maladie demeure une catastrophe financière personnelle pour beaucoup d'Américains.

Par contre, le système public de soins de santé du Canada — celui que les générations précédentes ont bâti par leurs propres contributions fiscales et que nous maintenons par les nôtres — offre à tous les Canadiens des soins de santé d'une qualité mondiale de façon plus efficiente qu'aux États-Unis.

En faisant passer les impôts peu élevés et les échappatoires fiscales avant les services publics, nous nous exposons à de méchantes surprises. Vous vous rappelez la catastrophe de l'eau empoisonnée à Walkerton après que Mike Harris a réduit le financement affecté aux inspecteurs provinciaux en Ontario ? Vous vous rappelez com-

ment le financement insuffisant des services fédéraux d'inspection des aliments a entraîné une éclosion générale de listériose provenant de la viande avariée ?

Les familles à revenu moyen au Canada ressentent souvent des pressions financières, mais elles oublient souvent l'aubaine qu'elles tirent des services publics : elles en consomment 41 000 \$ en moyenne.

3 / Un régime fiscal équitable dans une plus grande égalité sociale

Le régime fiscal du Canada était auparavant équitable : ceux qui avaient des revenus plus élevés payaient davantage d'impôts pour financer les servi-

ces publics que nous chérissons tous.

Entre 1990 et 2005, le régime fiscal du Canada est toutefois devenu beaucoup moins équitable.

La part du lion des réductions d'impôt est allée aux familles les plus riches qui représentent 1 % du total : elles payent moins d'impôt qu'en 1990 tandis que les 20 % des familles les plus pauvres en payent davantage.

Ce déséquilibre du régime fiscal ne fait pas que réduire la capacité des

Les Canadiens ont regardé leurs gouvernements sabrer dans le taux d'impôt sur le revenu des sociétés pour le ramener de 28 à 18 % en une décennie.

gouvernements de fournir des services publics de grande qualité : il creuse davantage l'écart croissant entre les familles les plus riches et le reste d'entre nous.

4 / **Des services publics de qualité attirent des investissements et des emplois**

Les casseurs d'impôts aiment bien attiser la psychose chez les Canadiens.

Par crainte de perdre des emplois, les Canadiens ont laissé leurs gouvernements sabrer dans le taux fédéral d'impôt sur le revenu des sociétés pour le ramener de 28 à 18 % en une décennie. Ces réductions ont aidé les entreprises au Canada à engranger des profits après impôt records.

Une foule de travailleurs canadiens n'ont toutefois pas vu grossir leur chèque de paie.

Dans la vie réelle, le taux d'imposition a peu d'effet sur les décisions d'une

entreprise d'ouvrir une nouvelle usine ou de nouveaux bureaux. Ce qui attire les entreprises, ce sont des facteurs comme de bonnes routes, des transports en commun efficaces, l'éducation et les soins de santé — que nous tirons de l'argent de nos impôts. Les bons services publics attirent les entreprises. Ils sont aussi la base de bonnes communautés.

5 / **À nous de laisser à nos enfants un Canada en meilleure situation que nous l'avons reçu**

Retour en arrière de cinq décennies, aux années 50.

Le Canada possédait une fraction seulement de la richesse qu'il détient aujourd'hui — notre économie est maintenant cinq fois plus grosse.

Nos parents avaient beaucoup moins d'argent, mais les impôts n'étaient pas considérés comme un problème. Ils comprenaient qu'ils contribuaient à créer quelque chose de différent, un monde entièrement nouveau qui a donné aux Canadiens plus de possibilités qu'à toute génération précédente.

Leurs impôts ont aidé à créer les soins de santé universels.

Ils ont aidé à établir un régime de retraite public, réduisant de façon spectaculaire la pauvreté chez les personnes âgées.

Ils ont ouvert les couloirs du haut savoir auparavant réservés à l'élite du Canada.

Ils ont construit la majeure partie de l'infrastructure — routes, ponts, passages supérieurs, réseaux de distribution d'eau et d'égouts — sur lesquels nous comptons encore aujourd'hui.

Leur engagement et leurs sacrifices ont produit des résultats. L'écart entre les riches et le reste d'entre nous s'est refermé, la classe moyenne a pris de

l'ampleur; l'enseignement postsecondaire, l'universalité des soins médicaux et les pensions publiques ont signifié que les Canadiens avaient vraiment une chance de mener une meilleure vie que leurs parents.

Après plus de 15 ans toutefois de phobie fiscale et de compressions des services publics, nous glissons sur une pente descendante d'attentes à la baisse.

Beaucoup de Canadiens acceptent maintenant qu'il est impossible de trouver un médecin de famille ou de se faire traiter rapidement à l'urgence locale; que la formation d'avocat ou d'enseignant est réservée à ceux qui peuvent payer les frais de scolarité; qu'une pauvreté écrasante dans un pays nanti constitue l'ordre naturel des choses.

Ce pessimisme — ce sentiment de désignation — est particulièrement dangereux dans un pays qui a des défis nouveaux et pressants à relever dans le contexte d'une économie mondiale tumultueuse.

Le Canada est à un tournant. Notre population vieillit. Nos jeunes font face à un marché du travail précaire. Nous avons de plus en plus besoin de travailleurs hautement qualifiés. Notre infrastructure physique s'effondre. La demande de transport en commun et de technologies vertes pour protéger l'environnement prend de l'ampleur.

Est-il logique de couper l'herbe sous le pied à nos enfants et à nous-mêmes en choisissant aujourd'hui des réductions d'impôt qui mineront dangereusement la qualité des services publics de demain ?

Quel sera le jugement de l'histoire ?

Il y a une autre solution!

Il n'est pas obligatoire qu'il en soit ainsi.

Nous pourrions, en tant que famille,

amis et voisins, faire comme les générations précédentes.

Nous pourrions accepter la responsabilité de la qualité de nos services publics en acceptant un régime fiscal équitable et progressif qui fonctionne pour tous les Canadiens.

Au lieu d'apprendre à nos politiciens à nous mentir au sujet des impôts et des services, nous pourrions récompenser les chefs de file qui voient

Warren Buffett, un des hommes les plus riches au monde, a reproché au régime fiscal des États-Unis de lui permettre de payer un taux d'impôt sur le revenu moins élevé que sa secrétaire et sa blanchisseuse.

le besoin de meilleurs services publics et sont prêts à parler franchement aux Canadiens de la nécessité de les payer. Nous pourrions récompenser les dirigeants qui sont prêts à affronter riches et puissants, à ramener l'équité dans le régime fiscal du Canada et à refermer les échappatoires fiscales.

Warren Buffett, un des hommes les plus riches au monde, a reproché au régime fiscal des États-Unis de lui permettre de payer un taux d'impôt sur le revenu moins élevé que sa secrétaire et sa blanchisseuse.

Ce n'est pas un rêve impossible. En fait, de nombreux dirigeants au premier plan des milieux d'affaires — du milliardaire américain Warren Buffett jusqu'à Edmund Clark, le PDG de la Banque Toronto-Dominion — affirment qu'ils paieraient des taux d'impôt plus élevés afin d'améliorer la société qui les entoure.

Disposant de sources de revenus appropriés, les gouvernements du Canada pourraient réduire leurs déficits, protéger notre santé et notre sécurité, et transmettre à nos enfants un Canada plus égal, équitable et harmonieux —

un pays où personne n'est oublié et où chacun a la chance d'avancer.

C'est ainsi que le Canada a procédé pendant la majeure partie du dernier siècle. Il est temps de reprendre dans la bonne voie.



CCPA

CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES
CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES

205-75 rue Albert, Ottawa ON K1P 5E7

TÉLÉPHONE 613-563-1341 TÉLÉCOPIER 613-233-1458

www.policyalternatives.ca